

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple-Un But-Une foi

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
(INSTAT)**

**Bulletin trimestriel de l'activité
statistique au Mali**

« KHI-DEUX »

N°27 – Octobre à Décembre 2019



Edition du 20 Janvier 2020



KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

N°27 – Octobre à Décembre 2020

Page 1

Edition du 20 Janvier 2020

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE

- ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS
- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL :
 - ◇ INSTAT
 - ◇ DRPSIAP
 - ◇ CPS
 - ◇ Observatoires
- LES UTILISATEURS ET NOUS

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

N°27 – Octobre à Décembre

Page 2

Edition du 20 Janvier 2020

Institut National de la Statistique (INSTAT)

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

APD : Avant-Projet Détaillé

Africités : Le plus grand rassemblement démocratique en Afrique

AFRISTAT : Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne

AGETIC : Agence des Technologies de l'Information et de la Communication

APCAM : Assemblée Permanente de la Chambre d'Agriculture du Mali

Asdi : Agence suédoise de coopération internationale au développement

BAD : Banque Africaine de Développement

BAR : Budgétisation Axée sur les Résultats

BCR : Bureau Central de Recensement

BM : Banque Mondiale

CAEF : Centre des Archives Economiques et Financières

CAISFF : Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Fiscaux et Financiers

CAM : Coopératives Agricoles Multifonctionnelles

CARFIP : Cellule d'Appui à la Réforme des Finances Publiques

CCCTI : Cellule de Coordination et de Coopération Technique Institutionnelle /secrétariat permanent du comité de coordination statistique et informatique

CGRHF : Cellule de Gestion des Ressources Humaines et de la Formation

CFP-STAT : Centre de Formation Professionnelle de la Statistique

CNDIFE : Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant

CPS : Cellule de Planification et de Statistique

CRA : Chambre Régionale de l'Agriculture

CRGP/FPE : Cadre Régional de Gestion Partenariale en matière de Formation Professionnelle pour l'Emploi

CROCSAD : Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement

CT/CSLP : Cellule Technique de Coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté

DADD : Département des Applications, de la Diffusion, de la Gestion des Bases de Données

DCNC : Département de la Comptabilité Nationale, des Statistiques de Conjoncture, des Etudes et Analyse Economique

DDR Accélérés : Désarmement, Démobilisation, Réinsertion socio-économique, Accélérés

DNAT : Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire

DNP : Direction Nationale de la Population

DNPD : Direction Nationale de la Planification du Développement

DNRE : Département de la Normalisation, des Recherches et des Enquêtes Statistiques

DRA : Direction Régionale de l'Agriculture

DSAE : Département des Statistiques Agricoles et Environnementales

DSDS : Département des Statistiques Démographiques et des Conditions de Vie des Ménages

EAC : Enquête Agricole de Conjoncture

EMOP : Enquête Modulaire Permanente auprès des ménages

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

N°27 – Octobre à Décembre 2020

Page 3

Edition du 20 Janvier 2020

Institut National de la Statistique (INSTAT)

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS (suite et fin)

- FNACT** : Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales
GAR : Gestion Axée sur les Résultats
GTTE : Groupes de Travail Technique Engrais
HQ18, 15 : HQ 18 AVANTE WITH STUDIO FRAME
IAEG-SDGs : Inter-agency And Expert Group on SDG Indicators
IHPC : Indices Harmonisés des Prix à la Consommation
INSTAT : Institut National de la Statistique
MPAT : Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire
ODD : Objectifs de Développement Durable
ODHD : Observatoire de Développement Humain Durable
OMA : Observatoire du Marché Agricole
ON : Office du Niger
ONEF : Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
OT : Observatoire des Transports
PDESC : Programme de Développement Economique, Social et Culturel
PRRE : Projet de Reconstruction et de Relance Economique
PSEL Delta : Programme de Soutien aux Economies Locales dans le Delta Intérieur du Niger
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
PURD : Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD/RN)
RGUE : Recensement Général des Unités Economiques
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SATI : Schéma d'Aménagement Transfrontalier Intégré
SCB : Statistique *Suède*
SDG : Objectifs de Développement Durable (ODD) (en anglais : Sustainable Development Goals, ou SDG)
SDRFPT : Schéma Directeur Régional de la Formation Professionnelle et Technique pour l'Emploi
SDS : Schéma Directeur de la Statistique
SHaSA2 : Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique
SLPSIAP : Service Local de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population
SMART : Méthodologie d'Enquête Nationale Nutritionnelle et de Mortalité Rétrospective
SNAT : Schéma National d'Aménagement du Territoire
SNGIE : Système National de Gestion de l'Information Environnementale
SSN : Système Statistique National
STP/CSSP : Secrétariat Technique Permanent du Conseil Supérieur du Secteur Privé
SWEED : Projet d'autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel
SWISSCONTACT : Programme d'Appui à la Formation Professionnelle (PAFP)
UCAMHO : Union des Coopératives Agricoles Multifonctionnelles du Lac Horo

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

N°27 – Octobre à Décembre 2020

Page 4

Institut National de la Statistique (INSTAT)

EDITORIAL

**Améliorer
les
Résultats
du
développement
est
notre
passion**

Le quatrième trimestre de l'année 2019 a été marqué, entre autres, par la restitution des résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI). Sans nul doute, ces nouvelles données sont de précieux indicateurs à la disposition des utilisateurs de statistiques pour l'appréciation des efforts consentis en matière de lutte contre le chômage au Mali. Financée par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), cette enquête s'inscrit dans le cadre d'un Programme Statistique Régional (PSR) couvrant la période 2015-2020.

Exceptée la région de Kidal, les données ont été collectées dans toutes les régions et le district de Bamako. L'objectif général de cette enquête est de fournir la situation de référence pour le suivi de l'emploi et du secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA. Il s'agit plus spécifiquement de :

- connaître les revenus de l'activité et leur distribution, le niveau du chômage, le profil des chômeurs et l'ampleur du sous-emploi ;
- établir les comptes des uni-

tés de production informelles, de déterminer le poids du secteur informel dans l'économie nationale, d'analyser les contraintes et les opportunités du secteur informel ;



Dr Arouna SOUGANE
Directeur Général de l'INSTAT
Chevalier de l'ordre national

- fournir des informations sur la perception des individus par rapport à la démocratie et la gouvernance, paix et sécurité, la qualité des institutions et la corruption.

Cet événement majeur ne pouvait pas passer inaperçu dans les colonnes du bulletin KHI-DEUX pour ce quatrième trimestre. C'est pourquoi le « Dossier du trimestre » lui est consacré. Outre cet élément, d'autres sujets

majeurs ont retenu l'attention du Système Statistique National (SSN) du Mali pour être relayé dans le présent numéro afin de donner à nos fidèles lecteurs un aperçu des efforts déployés dans la production des données.

Les autorités statistiques s'engagent à poursuivre les efforts visant à améliorer la production et la diffusion des informations statistiques nationales selon les normes de qualité requises au niveau national et international. Les exigences d'équité, d'accessibilité et de ponctualité seront donc de mises.

Ce trimestre est également marqué par la poursuite de la production et la publication de diverses informations statistiques par tous les acteurs du SSN.

Dr Arouna SOUGANE
Directeur Général de l'INSTAT
Chevalier de l'ordre national

DOSSIER DU TRIMESTRE

Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI)

La réussite de la Cartographie censitaire conditionne celle du Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI)

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel est une opération statistique d'envergure nationale réalisée par sondage couvrant le territoire national, tant en milieu urbain que rural. Elle a pour objectif général de fournir une situation de référence pour le suivi de l'emploi et le secteur informel dans les états membres de l'UEMOA. Elle comprend un volet sur l'emploi et un autre sur le secteur informel. Le premier volet se rapporte à la collecte des données sur les caractéristiques sociodémographiques et sur l'emploi de la population. Il permet de connaître les revenus de l'activité et leur distribution, le niveau du chômage et le profil des chômeurs, les raisons de l'inactivité, l'ampleur et les causes du sous-emploi, les déterminants de l'offre de travail et les différentes formes d'inégalités sur le marché du travail. Quant au second volet, il concerne les unités de production informelles et permet d'établir les comptes de ces dernières et d'analyser le poids et le rôle du secteur informel dans l'économie nationale.

La méthode de collecte utilisée est la CAPI (Collecte Assistée Par l'Informatique). C'est une méthode d'administration d'un questionnaire en face à face dans le cadre duquel l'agent enquêteur utilise un outil informatique pour réaliser l'interview. La méthode permet de saisir directement les réponses et d'effectuer des sauts logiques ou des filtres automatiques compte tenu des réponses obtenues.

Les avantages de mise en œuvre d'une telle méthodologie harmonisée d'enquête dans les 8 pays, avec l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, sont nombreux. Il s'agit d'une collecte et d'un traitement de données rapides ; l'obtention des données fiables et répondant aux standards internationaux ; la disponibilité des résultats comparables entre les pays ; la production à temps des rapports d'analyse des résultats et de l'archivage aisé des données d'enquête.

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) a été réalisée au Mali en fin 2017. Financée par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), elle s'inscrit dans le cadre d'un Programme

Statistique Régional (PSR) couvrant la période 2015-2020. Outre l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel, ce programme comporte également des volets de « Statistiques d'entreprise » et de « Comptabilité Nationale ». L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) a fourni une assistance technique pour la réalisation de ces opérations. Les résultats de l'ERI-ESI étaient au centre d'un atelier de restitution, le 4 octobre 2019 au Maeva Palace de Bamako. Les travaux de cette rencontre qui s'inscrivaient dans le cadre de la diffusion et de la promotion de l'utilisation des données statistiques, ont été dirigés par le Directeur Général de l'INSTAT, Dr Arouna SOUGANE qui a souligné que « C'est un cadre approprié d'échange entre producteurs et utilisateurs de données ».



Atelier de restitution de ERI-ESI dans la Salle de réunion de MAEVA PALACE

Des précieux indicateurs à la disposition des utilisateurs de statistiques

Le taux de chômage, perçu sous l'angle de sa définition par le Bureau International du Travail (BIT), s'est établi à 4,5 % au Mali. Au moins, 60,7 % des salariés maliens ont un salaire inférieur au SMIG (40 000 F CFA par mois). Quant au poids du secteur informel dans l'économie nationale (chiffre d'affaire dégagé par l'ensemble des Unités de Production Informelle), il s'est établi à quelques 3 701,4 milliards de F CFA avec une valeur ajoutée de 3 206,6 milliards.

Pas de problème d'emploi au Mali mais de sous-emploi !

L'opération a permis la collecte d'informations collectives et individuelles détaillées sur le marché de l'emploi et les conditions

DOSSIER DU TRIMESTRE

Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI)

La cartographie censitaire est l'une des toutes premières opérations de terrain à mener dans le cadre des activités du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH).

Devanture de l'INSTAT

de vie des ménages au Mali. Elle a concerné le district de Bamako et toutes les régions du Mali, exceptée celle de Kidal.

L'analyse des résultats a été faite sous trois angles : l'Emploi, le Secteur informel et la Gouvernance-Paix et Sécurité. Il y ressort qu'au Mali, 53,7 % des jeunes de 15 à 24 ans ont en moyenne 3,2 années d'étude de plus que leurs pères. Pour les pères ayant atteint le niveau secondaire, ce sont 46,4 % de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur à leurs pères avec un nombre moyen de 1,9 années.

A l'évidence, le Mali n'a pas de problème de chômage au sens strict du BIT ; il a plutôt un problème de sous-emploi. En effet, les indicateurs comme le taux de chômage, le taux combiné du chômage et du sous-emploi lié au temps de travail, le taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle ainsi que la mesure composite de la sous-utilisation de la main d'œuvre sont révélateurs de cette affirmation. Les niveaux de ces indicateurs, selon les résultats de cette investigation, sont de :

- 4,5 % pour le taux de chômage ;
- 18,4 % pour le taux combiné du chômage et du sous-emploi lié au temps de travail ;
- 27,0 % pour le taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle ;
- et 37,6 % pour le taux combiné du chômage, du sous-emploi lié au temps de travail et de la main d'œuvre potentielle au Mali.

Un fait notoire à signaler : les résultats montrent que quel que soit l'indicateur considéré, les femmes sont plus touchées par le chômage ou la sous-utilisation de la main d'œuvre que les hommes.

Secteur informel, principal pourvoyeur d'emploi

L'examen des résultats par groupe d'âge montre que pour tous les indicateurs, les jeunes des 15-24 ans sont les plus touchés par le chômage ou les formes de sous-utilisation de la main

d'œuvre. Cela pourrait s'expliquer par les difficultés liées à la première insertion au marché du travail. Par contre, on observe un faible taux de ces indicateurs pour les individus âgés de 65 ans et plus. Les résultats par niveau d'instruction montrent que le taux de chômage est plus élevé chez les individus ayant un niveau d'étude supérieur : il est de 14,3 % chez les niveaux supérieurs contre seulement 2,6 % chez les personnes sans niveau d'instruction.

A l'image de la plupart des pays africains, le secteur informel est le principal pourvoyeur d'emploi au Mali. Globalement, les employés dans le secteur public sont beaucoup plus représentés dans les emplois formels, avec au moins 93,7 % de personnes concernées. Cependant, dans le secteur privé, la quasi-totalité (97,5 %) des employés travaille dans l'informel.



Atelier de restitution de ERI-ESI dans la Salle de réunion de MAEVA PALACE

En examinant les résultats de l'analyse par secteur institutionnel, les résultats font ressortir que dans le secteur non agricole, un peu plus de neuf employés sur dix (soit 98,8 %), qui travaillent dans le secteur public, occupent un emploi formel. En revanche, ceux qui travaillent dans le secteur privé ont beaucoup plus des titres d'emplois informels, avec 99,7 %. Pour le secteur institutionnel agricole, la quasi-totalité (98,8 %) des employés du public ont des emplois formels. Par contre, dans le secteur privé, on observe que 99,7% des emplois sont informels.

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Institut National de la Statistique (INSTAT)

L'Institut National de la Statistique (INSTAT) est le service officiel des statistiques du Mali créé en 2009 par une ordonnance présidentielle¹ en transformant la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) en un établissement public à caractère scientifique et technologique. Ses activités s'organisent dans le cadre plus général du système statistique du Mali régi à la date de sa création par la loi statistique de 2005².

L'INSTAT est une structure administrative placée sous l'autorité du ministre chargé de la statistique³. Ses attributions et son organisation font l'objet d'un décret⁴ pris par le président de la République.

Très généralement, l'INSTAT est chargé de promouvoir la recherche, la formation et le développement dans le domaine de la statistique (article 2 de l'ordonnance de création).

Au titre des missions à l'extérieur, l'INSTAT a participé :

- du 28 Septembre au 05 Octobre 2019 à un voyage d'études à Stockholm (Suède).
- du 30 Septembre au 05 Octobre 2019 à l'atelier de formation sur l'analyse de la protection contre le risque finan-

cier en santé à Lomé (TOGO).

- du 05 au 20 Octobre 2019 à une recherche dans le cadre du Projet Européen Demostat-Demography Statistics For Africa à Paris (France).
- du 13 au 19 Octobre 2019 à l'atelier sur l'élaboration des comptes nationaux selon le manuel des comptes nationaux trimestriels édition 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire).
- du 13 au 27 Octobre 2019 à une recherche dans le cadre du projet Européen DEMOSTAF - Demography Statistics for Africa à Paris (France).
- du 15 Octobre au 16 Novembre 2019 à une recherche dans le cadre du projet Européen DEMOSTAF - Demography Statistics for Africa à Paris (France).
- du 20 Octobre au 02 Novembre 2019 à l'atelier technique de calcul des indicateurs de pauvreté et du bien-être à Ouagadougou (Burkina Faso).
- du 21 au 27 Octobre 2019 au 2ème atelier régional sur MS-Excel avancé à l'intention des Statisticiens et Analystes du commerce à Abuja (Nigeria).
- du 22 au 25 Octobre 2019 à la 8ème session de l'OIC STATISCAL COMMISSION à Ankara (Turquie).
- du 02 au 08 Novembre 2019 à l'atelier sur les statistiques internationales des migrations de main d'œuvre à Tunis (TUNISIE).
- du 11 au 15 Novembre 2019 à l'atelier régional du volet comptabilité nationale du PSR-UEMOA, sur le thème "partage d'expériences dans la réropolation des comptes nationaux" à Dakar (Sénégal).
- du 11 au 16 Novembre 2019 à la formation des formateurs sur les Stratégies Nationales et Régionales pour le Développement des Statistiques (SNDS/SRDS) à Tunis (TUNISIE).
- du 21 au 23 Novembre 2019 à l'« Inventory of Socio-Economic Land Data in Africa » (ISELDA) à Addis Abeba (ETHIOPIE).
- du 02 au 05 décembre 2019 au 1er Workshop de GDRI_Sud à Paris (France).
- du 04 au 06 décembre 2019 à l'atelier régional de dissémination des résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) à Ouagadougou (BURKINA FASO).

La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuie l'Institut National de la Statistique et ses démembrements en vue d'atteindre les objectifs du Système Statistique National du Mali.



Devanture de l'INSTAT

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuie l'Institut National de la Statistique et ses démembrés en vue d'atteindre les objectifs du Système Statistique National du Mali.



Devanture de l'INSTAT

- du 07 au 12 décembre 2019 à l'atelier régional de validation des résultats de la deuxième enquête permanente sur les statistiques du commerce international des services dans les Etats membre de l'UEMOA à Lomé (TOGO).
 - du 08 au 12 décembre 2019 à l'atelier d'élaboration de formation des acteurs nationaux sur le Système d'Information Agricole Régional (SIAR) de l'UEMOA à Dakar (SENEGAL).
 - du 08 au 14 décembre 2019 à l'atelier de formation à l'intention des Programmes de Microfinance Rurale (PMR) sur la compilation d'Indicateurs de dépenses du PIB pour le suivi du renforcement de la résilience dans tous les secteurs économiques des pays en transition à Lomé (TOGO).
 - du 08 au 19 décembre 2019 à la formation sur le rôle des représentations du personnel dans la gestion du changement Organisationnel, le dialogue social et la responsabilité sociétale des entreprises à Ouagadougou (BURKINA FASO).
- Au titre des missions à l'intérieur,** l'INSTAT a participé :
- du 12 Octobre au 07 Novembre 2019 à Dioïla (Koulikoro) à la supervision de la formation des agents recenseurs et chefs d'équipes pour le recensement pilote du cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5).
 - du 02 au 21 décembre 2019 à Koulikoro au troisième atelier d'élaboration des comptes nationaux de l'année de base 2015 selon le SCN 2008.
 - du 02 au 28 décembre 2019 à Ségou à l'atelier de codification des Unités économiques cartographiées et repérées dans le cadre du Recensement Général des Unités Economiques (RGUE).
 - du 08 au 11 décembre 2019 à Ségou à l'atelier de revue et de la planification du programme de coopération Mali/Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA).
 - du 24 au 29 décembre 2019 à Koulikoro à la supervision de l'enquête Mercuriale des prix 2020.
 - du 24 au 29 décembre 2019 à Bougouni (Sikasso) à la supervision de l'enquête Mercuriale des prix 2020.
 - du 25 au 30 décembre 2019 à Mopti à la supervision de l'enquête Mercuriale des prix 2020.
 - du 26 au 31 décembre 2019 à Ségou à la supervision de l'enquête Mercuriale des prix 2020.
- Au titre des publications:**
- L'INSTAT a produit les publications suivantes courant 4^e trimestre 2019 :
- Bulletin IMC des mois d'août, septembre, octobre, novembre 2019 ;
 - Bulletin IHPC des mois de juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre 2019 ;
 - Rapport d'analyse de l'EMOP 1^{er} passage 2019 ;
 - Rapport final de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) ;
 - Rapport d'analyse des bilans alimentaires au Mali pour la période 2010-2015.



Imm. du MEF à l'ACI 2000 abritant l'INSTAT

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP)

1. DRPSIAP de Sikasso :

Au titre des OPERATIONS SPECIALES, la DRPSIAP a participé :

A la réalisation de la phase pilote du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 5) à Sikasso. L'objectif est d'évaluer les travaux de la cartographie des Zones du Recensement Pilote (RP) et tester les outils qui seront utilisés lors de la grande opération de dénombrement du RGPH5. L'enquête pilote a été réalisée dans la commune urbaine de Sikasso et la commune rurale de Zangaradougou du 14 octobre au 10 décembre 2019. Financée par RGPH5/ Pays Bas, l'enquête a regroupé la DRPSIAP et l'Académie d'Enseignement de Sikasso.

Au titre des Rencontres, la DRPSIAP a participé :

• Les 21 et 22 octobre 2019 à Sikasso à la phase régionale du Dialogue National Inclusif dont l'objet est d'établir un diagnostic rigoureux des problèmes auxquels le pays est confronté depuis au moins trois (3) décennies et analyser de manière participative et inclusive leurs causes et leurs conséquences en vue de proposer des solutions de sortie de crise avec un plan d'actions et un chronogramme de mise en œuvre. Financée par le budget national, la rencontre a regroupé des Représentants de l'Etat, des collectivités territoriales, des associations et organi-

sations de la société civile, des chefferies traditionnelles, des élus, des partis politiques, des confessions religieuses de la région.

- Du 25 au 30 novembre 2019 à l'atelier de prospective sectorielle et territoriale et planification du SCAT des communes de OURIKILA, KIFFOSSO 1 et YOROSSO. L'objet de cet atelier est de faire une prospective sectorielle et territoriale pour une planification des actions de développement. Financé par l'ADR/LUX-DEV, l'atelier a regroupé les services techniques, les Collectivités Territoriales, les ONG, la société civile, la commission de travail, les Partenaires au développement. Cet atelier rentre dans le cadre de la poursuite du processus d'élaboration des schémas communaux d'aménagement du territoire des dites communes.
- Les 20, 21 et 22 novembre 2019 à Sikasso à l'atelier d'information, d'appropriation et de dissémination du document du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) et de son dispositif de suivi-évaluation. L'objectif général est de procéder à une large diffusion du document CREDD 2019-2023 et de son dispositif de suivi et évaluation afin de permettre à l'ensemble des acteurs des différentes régions du Mali d'y avoir une compréhension commune et, par la suite, leur adhésion et leur participation à sa mise en œuvre et son suivi-évaluation.

Sur financement PNUD, UNICEF et le projet SWEDD, l'atelier a regroupé :

- Les Cadres de la CT/CSLP;
 - Les Services Centraux (DNP, INSTAT, ODHD/LCP, CPS);
 - Les Services Techniques Régionaux;
 - L'Administration;
 - Les Collectivités Territoriales;
 - Les organisations de la Société Civile;
 - Le Secteur Privé.
- Du 14 au 22 décembre 2019 à Bamako à la phase nationale du Dialogue National Inclusif. L'objectif général est d'établir un diagnostic rigoureux des problèmes auxquels le pays est confronté depuis au moins trois (3) décennies et analyser de manière participative et inclusive leurs causes et leurs conséquences en vue de proposer des solutions de sortie de crise avec un plan d'actions et un chronogramme de mise en œuvre. Financé par le budget national, l'atelier a regroupé :
 - les représentants de l'Administration (les Gouverneurs de région, les Préfets, les Chefs de juridiction et de parquet, les chefs de services techniques déconcentrés de l'Etat, de défense et de sécurité);
 - les représentants du Barreau, les anciens Bâtonniers de l'ordre des avocats;
 - les représentants des Universités et Instituts de recherche;
 - les Présidents des organes des collectivités territoriales de Cercle et de Région;



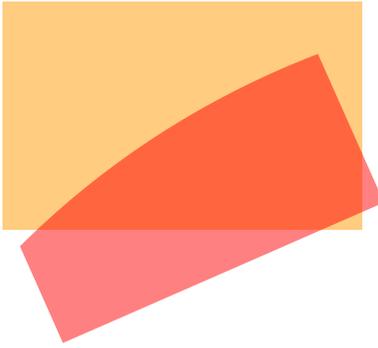
Directeur Régional de la DRPSIAP de Sikasso

Une bonne planification du développement passe par l'utilisation des données de qualité et régulièrement mises à jour.



DRPSIAP de Sikasso

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL



- les représentants des partis politiques représentés dans le chef-lieu de Région ;
 - les représentants des autorités traditionnelles ;
 - les représentants des autorités religieuses ;
 - les représentants de l'Association des parents d'élèves ;
 - les représentants des organisations de femmes ;
 - les représentants de l'activité économique principale de la région désignés en concertation avec les organisations faitières (Chambre régionale des Métiers, Chambre régionale d'Agriculture et la Chambre du commerce, Délégation régionale de la Chambre des mines) ;
 - les représentants du Conseil Régional de la Jeunesse (CRJ) ;
 - les représentants des mouvements signataires et non signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger ;
 - les représentants de la Chambre régionale des Métiers ;
 - les représentants de la Chambre régionale d'Agriculture ;
 - les représentants de la Délégation régionale de la Chambre du Commerce ;
 - les représentants de la Délégation régionale de la Chambre des Mines ;
 - les représentants des familles fondatrices ;
 - les représentants de chacun des partis politiques représentés dans le chef-lieu de Région et le District de Bamako ;
 - les représentantes des associations et organisations féminines ;
 - les représentants conseil régional du patronat ;
 - les représentants du Conseil communal de l'Ordre des médecins ;
 - les représentants du Conseil National du syndicat national des commerçants détaillants ;
 - les représentants de l'URTEL ;
 - les représentants des comités de développement des quartiers des Communes du District de Bamako ;
 - les représentantes de la plateforme des femmes leaders ;
 - les représentants des organisations victimes de la crise ;
 - les Présidents, Vice-Présidents et rapporteurs des concertations des cercles ;
 - les représentants des syndicats des enseignants ;
 - les représentants des syndicats de la santé ;
 - les représentants du Coalition pour l'Observation Citoyenne des Elections au Mali (COCEM) ;
 - les représentants du Pool d'Observation Citoyenne du Mali (POCIM) ;
 - les représentants du Conseil National du patronat dans les régions et le District de Bamako ;
 - les représentants de l'Association Malienne des droits de l'homme (AMDH) ;
 - les représentantes des organisations féminines des droits de la femme et de l'enfant ;
 - le représentant Nimi Bwa
 - les représentants de l'Association des personnes âgées ;
 - le représentant du réseau des communicateurs traditionnels pour le développement (RECOTRADE) et un représentant de la coordination des associations des griots des régions et du District de Bamako ;
 - le représentant du conseil régional de l'ordre des médecins ;
 - le représentant de Irganda ; un représentant de Tabitaal pulaku ;
 - le représentant de Ginna dogon ;
 - les représentants de l'association des ressortissants de la région de Mopti ;
 - la présidente de l'Association des femmes rurales ;
 - le représentant du Groupe Pivot Droits, citoyenneté des femmes au Mali ;
 - la présidente de l'Association pour l'émancipation, le renouveau et l'égalité (MERE) ;
 - le représentant des personnes vivant avec un handicap.
- Les 19 et 20 décembre 2019 à Sikasso à la Session de présentation des Politiques, Normes et Procédures (PNP) et de la feuille de route nationale pour la capture du dividende démographique à l'intention des collectivités territoriales à Sikasso. L'objectif général de l'atelier est de contribuer à faciliter la compréhension des acteurs sur la question du Dividende Démographique aux niveaux régional et local en vue d'y faciliter sa capture. Cette session financée par l'UNFPA a regroupé :
- les autorités administratives (Gouverneur) ;
 - les autorités politiques (Président du Conseil de cercle et du conseil Régional, le Maire) ;



Photo de famille phase terrain de la formation des agents du Recensement Pilote

Une bonne planification du développement passe par l'utilisation des données de qualité et régulièrement mises à jour.



Délimitation des SE (phase terrain formation)

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

- les représentants des services techniques déconcentrés et des Collectivités Territoriales;

- les organisations de la société civile ;les organisations professionnelles.

• Le 30 décembre 2019 à Sikasso à la journée de dissémination de la Politique Nationale de Population dans la région de Sikasso. L'objectif général de cette journée de dissémination de la PNP actualisée est de permettre aux acteurs impliqués dans sa mise œuvre de s'approprier de ce document qui constitue un parchemin pour le Mali vers l'atteinte du Dividende Démographique. Financée par le budget national, la journée a réuni en plus des cadres du MATP, des techniciens des services régionaux et locaux de planification chargés des questions de population, les représentants des services techniques déconcentrés, les représentants des Collectivités Territoriales, les représentants de la Société Civile, les représentants du Secteur Privé, des Organisations de la Société Civile etc.

• Du 23 au 25 Octobre 2019 à Sikasso à l'atelier de formation des points focaux régionaux sur l'utilisation de la base de données SNGIE. L'atelier avait pour objet de renforcer le Système National de Gestion de l'Information Environnementale (SNGIE) existant à travers le renforcement des capacités des points focaux des conventions de Rio. Financé par PGAGE, l'atelier a regroupé :

- La DRPSIAP;

- La Direction Régionale des Eaux et Forêts (DREF) ;

- La Direction Régionale de l'Assainissement de Contrôle de Pollution et Nuisance (DRACPN) des régions de Kayes et Sikasso.

Au titre des **MISSIONS/ APPUIS TECHNIQUES**, La DRPSIAP effectué les opérations suivantes:

• Du 1^{er} et 2 octobre 2019 à Bobo-Dioulasso en partenariat avec le Programme Gestion intégrée des Espaces Frontaliers au Burkina Faso (ProGEF), l'organisation d'un atelier de cadrage pour l'élaboration des Plans Transfrontaliers de Développement Local (PTDL) des Groupements Locaux de Coopération Transfrontalière (GLCT) Banwa-Yorosso, C10 Sourou, Gulmu-Tillabéry et Sahel-Tillabéry. L'objectif de l'atelier est de s'accorder sur les termes de référence et de valider la méthodologie proposée pour l'élaboration d'un PTDL au profit de chaque GLCT.

L'atelier se situe dans le cadre de la coopération transfrontalière qui constitue aujourd'hui un instrument de prévention structurelle des conflits et un moyen de gommer les « effets frontières » dans une perspective d'intégration régionale, de gérer en commun des problèmes partagés et d'améliorer la qualité de vie des habitants des territoires transfrontaliers.

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du champ d'actions « Renforcement du cadre institutionnel et juridique pour la gestion efficace de ses frontières en collaboration avec ses pays limitrophes, notamment le Mali et le Niger », le Burkina Faso a bénéficié de l'appui du Programme Gestion intégrée des Espaces Frontaliers au Burkina Faso (ProGEF) qui a entrepris depuis 2017

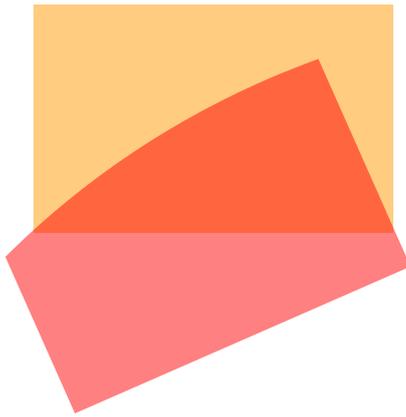
l'accompagnement des communes frontalières de la région de la Boucle du Mouhoun pour la création et la formalisation de cadres de concertations avec celles du Mali. Ainsi est créé le Groupement Local de Coopération Transfrontalière Banwa-Yorosso (GLCT/Banwa-Yorosso) qui regroupe cinq (05) communes dont deux (02) du Burkina Faso (Sami et Tamsila) et trois (03) de la république du Mali (Boura, Koumbia et Mahou) dans le cercle de Yorosso.

Ledit atelier a enregistré la participation :

- Des Présidents et Vice Président des GLCT ;
- Des Directeurs régionaux en charge de l'Economie et de la Planification de Tillabéry (Niger), Boucle de Mouhoun, Sahel et de l'Est (Burkina Fasso) ;
- Des Directeurs régionaux de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population des régions de Mopti et Sikasso (Mali) ;
- PROGEF et de GIZ/PFUA.

• A Sikasso à la collecte des données dans le cadre de l'élaboration des Plans Transfrontaliers de Développement Local (PTDL) des Groupements Locaux de Coopération Transfrontalière (GLCT) Banwa-Yorosso, C10 Sourou, Gulmu-Tillabéry et Sahel-Tillabéry. L'objectif est de collecter les données concernant le cercle de Yorosso.

• A Sikasso en partenariat avec le Conseil Régional/PAFA à l'appui à l'élaboration des Schémas Pastoraux des Cercles dont l'objectif est de disposer d'outil de planification en matière de gestion des espaces pastoraux.



Les Superviseurs nationaux du Recensement Pilote rendent une visite de courtoisie aux autorités régionales de Sikasso

Une bonne
planification
régionale et locale
exige toujours
l'utilisation des
statistiques fiables et
à jour.



Lancement du Recensement Pilote à Zangaradougou

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

• Du 15 au 21 Décembre 2019 à Sikasso à la collecte des données thématiques, sectorielles et spatiales. L'objectif est d'assurer la collecte et le traitement des données administratives thématiques, sectorielles et spatiales auprès des services régionaux, locaux et communaux. Avec ses partenariats municipaux pour l'innovation en Développement/AMM/FCM, la DRPSIAP a procédé à la mise en place d'une plateforme numérique des acteurs du développement régional dans la région.

Au titre du MOUVEMENT DU PERSONNEL

Un agent technique de la Statistique a obtenu une mutation pour la DRPSIAP de Koulikoro.

2. DRPSIAP de Mopti :

Au titre des OPERATIONS SPECIALES : la DRPSIAP a participé :

- A la poursuite de la collecte de données de l'IHPC dans la région de Mopti en partenariat avec l'INSTAT Cette collecte de données financée par l'INSTAT à hauteur de 205 000 F CFA a duré trois (3) mois.
- A Mopti à la poursuite de la collecte des données de l'annuaire statistique 2018 de la DRPSIAP de Mopti dont l'objectif principal est l'élaboration de l'annuaire statistique. Financée par la DRPSIAP-Mopti pour douze (12) mois, l'opération est cours.
- Au 3^{ème} passage de l'EMOP dont l'objectif principal est la collecte de données. Financée par l'INSTAT,

l'opération a duré trois (3) mois.

- A l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC) dans le cadre de la supervision et la collecte de données. Financée par l'INSTAT et la Banque Mondiale, l'opération a duré six (6) mois.
- A la réalisation de la Mercuriale des prix pour l'année 2020 dont l'objectif principal est la supervision et la collecte de données. Financée par l'INSTAT à hauteur de 1 500 000 F CFA, l'opération a duré 49 jours.
- A l'Enquête complémentaire du programme présidentiel d'urgence sociale dont l'objectif est de collecter des données. Financée par l'ODHD, l'opération a duré un (1) mois.

Au titre des Rencontres, la DRPSIAP a participé :

- Au Burkina Faso à l'atelier de diagnostic et collecte de données C10 Sourou du GLCT.
- A Bamako à l'atelier de validation du canevas de l'annuaire statistique. Financée par l'UNICEF, cette rencontre avait pour objet la validation du canevas de l'annuaire statistique.
- A Bamako à la revue du Schéma Directeur de la Statistique (SDS) sur financement du FDS.
- A Bamako à l'élaboration du Plan d'Action du SDS sur financement du FDS.

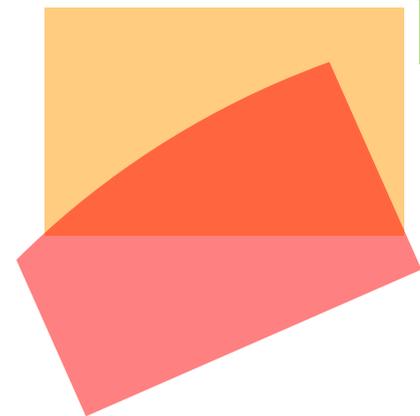
Au titre des MISSIONS/ APPUIS TECHNIQUES, la DRPSIAP a participé :

- En partenariat avec l'INSTAT à la Supervision et rapportage de la collecte des données de l'EMOP, 3^{ème} passage. Cette mission, dont l'objectif est de superviser les agents de collecte des données de l'EMOP, a duré 15 jours.
- En partenariat avec la Banque Mondiale et l'Etat malien, à la supervision, contrôle de l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC). Cette mission d'un mois avait pour objectif la supervision et le contrôle des agents.
- En partenariat avec l'ODHD durant 15 jours à la supervision, contrôle et rapportage de l'Enquête complémentaire du programme présidentiel d'urgence sociale.
- En partenariat avec l'INSTAT, à la supervision, contrôle et rapportage du Mercuriale des prix pour l'année 2020. Cette mission dont l'objectif est la supervision et le contrôle des agents a duré 49 jours.

3. DRPSIAP de Tombouctou :

Au titre des OPERATIONS SPECIALES : la DRPSIAP a participé :

A la collecte de données pour l'établissement de la Mercuriale des prix 2020. dont objectif principal est l'établissement de la Mercuriale pour 2020 des principaux produits et services offerts par le marché local (liste des produits et services disponibles dans la région, leurs prix, etc.).



Visite de terrain de la commission PURD à Mopti

Une bonne
planification
régionale et locale
exige toujours
l'utilisation des
statistiques fiables et
à jour.



Agents DRPSIAP de Mopti

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Financée par le Budget national à hauteur de 1 400 000 F CFA, cette opération a regroupé : l'Administration, la Délégation Régionale de la CCIM de Tombouctou, et la Fédération des commerçants détaillants de Tombouctou pendant tout le mois de Décembre 2019.

Au titre des Rencontres, la DRPSIAP de Tombouctou a participé :

- A Tombouctou à la deuxième session du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement « CROCSAD » de Tombouctou // Tenue les 17 et 18 décembre 2019. L'objectif global est de faire l'état de mise en œuvre des offres de financement de l'ANICT et le point sur les projets/programmes intervenant dans la région.

La rencontre avait pour Objectifs spécifiques :

- faire l'état de mise en œuvre des recommandations formulées lors de la session précédente ;
- Faire le bilan des actions humanitaires dans la région (compte rendu des CRCH Tombouctou) et perspective pour 2020 ;
- faire l'état de mise en œuvre des projets soumis au financement du Projet SDNMII et perspectives 2020 ;
- Faire le point de l'état de mise en œuvre 2019 et perspectives 2020 des projets et programmes intervenant dans la région ci-après :
 - Programme de Soutien aux Economies Locales du Delta Intérieur du Niger (PSEL Delta) ;
 - PURD/RN ;
 - PRRE ;
 - Projet RELAC2 / Appui au Développement Local ADL / Lux Dev ;
 - Programme « KEY » ;

- ADR Tombouctou ; CR-ONG sur les actions des ONG en 2019 et perspectives 2020 ;
- Présentation du Programme CSP 2020-2024 du PAM ;
- Sensibiliser tous les acteurs sur l'importance des statistiques dans le cadre de la commémoration de la Journée Africaine de la Statistique édition 2019.

Cette rencontre financée par le gouvernement, a regroupé l'Administration, les services techniques, les collectivités territoriales, la société civile, les humanitaires, les ONG, les partenaires au développement, les projets programmes intervenant dans la région, etc.

- A Tombouctou à la Revue annuelle 2019 du Programme de Coopération MALI UNICEF 2015-2019. Tenue les 21 et 22 novembre 2019, la rencontre avait pour objectifs globaux : Faire à la fois le bilan du CPD 2015-2019 (et en particulier du PTR 2018-2019) et la présentation aux partenaires des axes stratégiques du nouveau CPD 2020-2024 puis de discuter des orientations pour son opérationnalisation et d'identifier les activités prioritaires à considérer pour les PTR 2020-2021. Financée par l'UNICEF, elle a regroupé l'Administration, les services techniques, les collectivités territoriales, la société civile, les humanitaires, l'UNICEF et ses ONG partenaires, les partenaires au développement, etc.
- A Tombouctou à la Synthèse des Concertations régionales du Dialogue National Inclusif de la

région de Tombouctou. Tenue à Tombouctou les 21 et 22 octobre 2019, elle avait pour :

Objectif global :

Établir un diagnostic rigoureux des problèmes auxquels notre pays est confronté depuis au moins trois décennies et analyser de manière participative et inclusive leurs causes et leurs conséquences en vue de proposer des solutions de sortie de crise avec un plan d'actions et un chronogramme de mise en œuvre.

Objectifs spécifiques :

- Débattre des voies et moyens pour garantir l'intégrité, l'unité, la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
- Débattre des réformes institutionnelles et politiques y compris l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;
- Identifier et analyser les forces et faiblesses des politiques économiques, éducatives, sociales, judiciaires, sanitaires, culturelles, communicationnelles environnementales et foncières ;
- Proposer les moyens de promotion des mécanismes de transparence dans la gestion des affaires publiques et de la lutte contre la corruption et l'impunité ;
- Débattre des politiques sectorielles prenant en compte les femmes, les jeunes, et les groupes les plus défavorisés et vulnérables (enfants, populations des zones rurales, péri-urbaines, personnes vivant avec un handicap, migrants, déplacés et réfugiés) ;



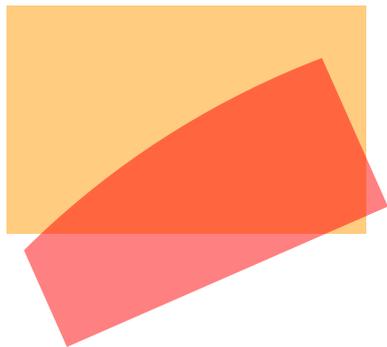
VISITE DE COURTOISIE DE L'UNICEF A LA DRPSIAP DE MOPTI

Une bonne planification du développement passe par l'utilisation des données de qualité et régulièrement mises à jour.



Vœux du nouvel 2020 DRPSIAP de Mopti

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL



Mosquée Djingareyber
de Tombouctou

Une bonne planification du développement passe par l'utilisation des données de qualité et régulièrement mises à jour.



Séance de travail à la
DRPSIAP de Gao

- Tirer les enseignements de la géopolitique et de la coopération internationale pour un outil diplomatique plus performant en vue d'œuvrer pour des relations internationales mieux équilibrées ;
- Tirer les enseignements de l'expérience malienne en matière de gestion, de protection, d'implication des Maliens établis à l'extérieur dans la vie de la Nation ;
- Débattre des stratégies de promotion de la culture du civisme, de la citoyenneté et du patriotisme.

Financée par le Budget national, elle a regroupé : les Représentants de l'administration, les élus locaux, les Autorités Intérimaires, les chefs de village, quartier et fraction, les chefs coutumiers et religieux, les responsables des services techniques, les services de défense et de sécurité, les organisations de la société civile, les représentants des partis ou groupement des partis politiques, les mouvements signataires et non signataires de l'accord pour la paix issu du processus d'Alger, les chambres consulaires, les personnes ressources, l'ORTM, l'AMAP et la presse privée.

- A Tombouctou à l'atelier de formation des partenaires sur le HACT et les nouvelles procédures de partenariat avec les Organisations de la Société Civile (OSC) tenu les 29,30 et 31 octobre. L'objectif global est de former les partenaires d'exécution et les staffs de l'UNICEF sur les mises à jour par rapport à ces nouvelles procédures.

Les objectifs spécifiques sont :

- Orienter les staffs et les partenaires d'exécution sur les changements intervenus au niveau des procédures

HACT en août 2018 (Visites programmatiques, Spot-Check et Audit) ;

- Présenter aux Organisations de la Société civile (OSC) les nouvelles procédures 2019 et les différents formulaires ;
 - Présenter le processus d'enregistrement de profil des OSC sur le portail des Nations Unies ;
 - Orienter les OSC sur le processus UNPP pour répondre aux appels à Manifestation d'intérêts.
- L'atelier à regroupé :

- l'Académie d'Enseignement ;
- la Direction Régionale de la Santé ;
- la Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire ;
- la Direction Régionale de l'Hydraulique ;
- la Direction Régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;
- la Direction Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille ;
- la Direction Régionale de la Protection Civile ;
- l'APADL ;
- l'AMSS ;
- l'ARDIL, l'APROMORS

Au titre des PUBLICATIONS REALISEES :

La DRPSIAP a produit les publications suivantes courant 4^e trimestre 2019.

- En Décembre 2019 l'Annuaire statistique 2018 du cercle de Diré dans le domaine Démographie, éducation, santé, infrastructures, production, etc. Le document est disponible en version papier

et en version électronique.

- En Décembre 2019 l'Annuaire statistique 2018 du cercle de Gourma Rharouss dans le domaine Démographie, éducation, santé, infrastructures, production, etc. Le document est disponible en Version Papier et en version électronique.
- En Décembre 2019 l'Annuaire statistique 2018 du cercle de Tombouctou dans le domaine Démographie, éducation, santé, infrastructures, production, etc. Le document est disponible en Version Papier et en version électronique.

4. DRPSIAP de Gao :

Au titre des Rencontres, la DRPSIAP a participé :

- A Gao à l'Atelier de formation sur les procédures de mise à jour de HACT, PCA, e-Tools et le portail UNPP dont l'objet est le renforcement de capacité. Financée par l'UNICEF, la rencontre a regroupé les Partenaires d'exécution des régions de Gao, de Kidal, de Ménaka et l'UNICEF.
- A Gao à la revue annuelle 2019 du programme de coopération Mali-UNICEF 2015-2019 dont l'objet est de faire le Bilan des activités 2019 et la présentation du nouveau programme. Financée par l'UNICEF, la revue a regroupé les Services techniques et les ONG des régions de Gao, Kidal et Ménaka. A Gao à la Consultation publique en matière d'Etude d'Impact sur l'Environnement au Mali dans le cadre de la construction du barrage de Taoussa. Sur financement du budget national, cette consultation a regroupé les Services techniques, la société civile et les élus locaux.

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

- A Mopti à l'atelier de formation des acteurs régionaux sur les outils de pilotage du budget-programmes dont l'objectif est le renforcement de capacité dans le cadre du Budget programme. Sur financement du budget national, l'atelier a regroupé le Gouvernorat, les autorités intérimaires, les services techniques et la société civile des régions de Mopti, Tombouctou, Gao Kidal, Ménaka et Taoudéni.
- A Gao au Cadre de concertation trimestriel de renseignement de la base de données Mali SANIYA dont l'objectif est la validation des données de la base. Financé par l'UNICEF, il a réuni les Services techniques et les ONG.

Au titre du MOUVEMENT DU PERSONNEL :

La DRPSIAP a connu le retour d'un agent de la catégorie B en fin de formation au CFP/STAT.

AUTRES FAITS IMPORTANTS :

Le 20 novembre 2019, cérémonie des obsèques de 30 soldats tombés lors de l'attaque terroriste de Tabankor dans la région de Ménaka, au camp des sapeurs pompier de Gao. La cérémonie a été présidée par le Ministre de la défense accompagné du chef d'état-major général adjoint des armées. La DRPSIAP était représentée à ladite cérémonie.

5. DRPSIAP de Ségou :

Au titre des RENCONTRES, la DRPSIAP a participé :

- Dans la région de Ségou à la collecte de données du Recensement Général des Unités Economiques (RGUE) dans les cercles de Niono, Macina, Tominian, et une partie de Ségou et San : (phase cartographie et repé-

rage (du 1^{er} au 10 octobre 2019). Financée par le MATP/INSTAT, cette rencontre a regroupé une équipe de collecte.

- Dans la région de Ségou à la collecte des données de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages 3^{ème} passage 8^{ème} édition. Financée par le MATP/INSTAT, cette rencontre a regroupé une équipe de collecte.

- Dans la région de Ségou à la collecte des données de la Mercuriale des prix 2020. Financée par le MATP/INSTAT, cette rencontre a regroupé une équipe de collecte.

- A Ségou à l'opération de dénombrement du recensement pilote du RGPH5. Financée par le MATP/INSTAT, cette rencontre a regroupé une équipe de collecte.

- A Ségou à l'atelier régional de dissémination des résultats de l'Enquête Démographique et de Santé 6^{ème} édition de 2018 (EDSM VI - 2018). Sur financement du MATP/MSAS, l'atelier a regroupé les acteurs régionaux.

- A Bamako au renforcement de capacités DRPSIAP/SLPSIAP en matière de sensibilisation et de découpage censitaire. Financée par le MATP/INSTAT, cette rencontre a regroupé l'INSTAT, les DRPSIAP et les SLPSIAP

- Dans la région de Ségou à la collecte, l'analyse des données et la rédaction du rapport DCPND 2ème trimestre 2019. Cette rencontre qui regroupé l'Administration et les Services Techniques Locaux a été financée par le CLOCSAD.

- Dans la région de Ségou en partenariat avec la Commission SAP à la collecte mensuelle des données du Système

d'Alerte Précoce (SAP).

- Dans la région de Ségou sur financement CPS/SMR en partenariat avec l'équipe de collecte, à la collecte des données de l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC).

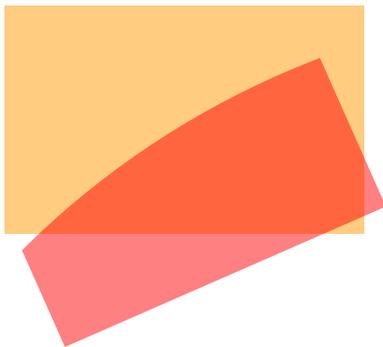
6. DRPSIAP de Kayes :

Au titre des RENCONTRES, la DRPSIAP a participé :

- A la Salle de réunion du gouvernorat de Kayes, le 15 octobre 2019 à la session Extraordinaire du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) sur les acquis du Projet de Gestion des Risques Climatiques et D'Inondations au Mali en vue de préserver des vies et des biens (PGRCI). Financée par le PGRCI, cette rencontre a regroupé les membres du CROCSAD.

- A la Salle de réunion du gouvernorat de Kayes, Le jeudi 28 novembre 2019 à la session ordinaire du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) sur l'Approbation des dossiers des collectivités territoriales soumis au financement de l'ANICT. Financée par le Budget d'Etat, cette rencontre a regroupé les membres du CROCSAD.

- A la Salle de conférence du gouvernorat de Koulikoro aux ateliers régionaux d'information, d'appropriation et de dissémination du document du cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019 -2023) et de son dispositif de suivi-évaluation. Financée par la Cellule Technique CSLP, l'atelier a regroupé du 26 au 28 Dé-



DRPSIAP Ségou
MERCURIALE DE PRIX

Une bonne planification du développement passe par l'utilisation des données de qualité et régulièrement mises à jour.



DRPSIAP de Kayes
Les membres du CROCSAD

LES UTILISATEURS ET NOUS

La rubrique « Les utilisateurs et nous » va à la rencontre d'une autre personnalité du monde de la recherche. Il s'agit de Monsieur Moussa COULIBALY, Responsable du Département administration et finances au Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique au Mali (GREAT-Mali). Cette ONG exprime un vif intérêt et un besoin pressant pour les statistiques, notamment celles relatives aux agrégats (PNB, PIB, indices de pauvreté, indices des prix, etc.) et aux données de base.

GREAT-Mali est un regroupement de personnalités visant à inspirer aux acteurs du développement les théories et stratégies économiques nécessaires à la croissance inclusive du Mali. L'organisation dit « participer activement et significativement à faire du Mali un [pays, Ndlr] producteur de savoir ». Elle « contribuera à cela par la réflexion scientifique pour un changement qualitatif de notre société », peut-on lire sur le site internet de l'organisation. Aux yeux des initiateurs de ce regroupement, le « changement qualitatif » produit par le savoir « doit s'observer dans le discours, dans les comportements, dans les procédures de décision, dans les attitudes, dans le bien-être et dans le savoir des populations ». Et, l'utilisation des données statistiques occupe naturellement un rôle stratégique dans la construction de leurs argumentaires. Pour nous faire une idée de la place qu'occupent les données statistiques dans les analyses économiques de GREAT-Mali, nous nous sommes entretenus avec le responsable du Département administration et finances

du groupe. M. Moussa COULIBALY, il s'agit de lui, est chercheur junior audit Groupe, détenteur d'une maîtrise en économétrie de la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Bamako. A GREAT-Mali, ses travaux de recherche portent, entre autres, sur les enquêtes auprès des ménages, la gouvernance, l'économétrie des données de panel, les études d'impact et la modélisation en équilibre général calculable.



M. Moussa COULIBALY,
Responsable du Département
Administration et Finances au
GREAT-Mali

Les statistiques démographiques et sociales ainsi que les Statistiques économiques sont les domaines de prédilection des chercheurs de GREAT-Mali. Les comptes nationaux, les données de recensement, les indicateurs, les données d'enquêtes et données sectorielles, sont, entre autres les données qu'ils scrutent le mieux. « Mon opinion sur l'INSTAT n'est pas mauvaise. Je connais la structure. J'ai les coordonnées de personnes qui me fournissent les données dont j'ai besoin », a déclaré Moussa COU-

LIBALY dans l'entretien qu'il nous a accordé. Et, juge-t-il, « l'accès aux données produites n'est pas trop compliqué ».

Cependant, Monsieur COULIBALY trouve que « La non disponibilité des données à temps » est un facteur limitant l'utilisation des statistiques. Pour faire face à ce défi, il y a lieu « d'augmenter le nombre de personnes qui travaillent sur les données », propose-t-il. Par ailleurs, pour plus d'efficacité dans la collaboration entre producteurs et utilisateurs de statistiques, sa structure pourrait être intéressée par une formation de mise à niveau sur la question de l'échantillonnage.

Rappelons que l'INSTAT et les autres membres du Système Statistique National (SSN) produisent et diffusent régulièrement une grande quantité de données et des publications statistiques destinées à l'ensemble des utilisateurs nationaux et internationaux. Ces informations sont accessibles pour la grande majorité sur les sites Internet des différents producteurs et aussi sous forme de publications que l'on peut obtenir ou consulter dans les différents centres de documentation. C'est le lieu de reconnaître que le SSN, et en premier lieu l'INSTAT, doit déployer de grands efforts et moyens pour améliorer la diffusion des informations statistiques nationales dans le respect des dimensions de qualité que sont : l'équité, l'accessibilité et la ponctualité.

Les données de l'INSTAT sont accessibles sur le site www.instat-mali.org

Great Mosque of Djenné ---
Khan Academy

Le développement durable
nécessite des statistiques
sectorielles et locales
appropriées.

Avenue du Mali , ACI 2000, IMM. MEF
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement
est notre passion



Directeur de publication
Dr Issa BOUARE

Rédacteur en Chef
Mahamadou BAGAYOKO

Comité de rédaction
Moussa TRAORE
Harouna FOMBA
Seydou COULIBALY
Ténin SAMAKE

Distribution
Boubacar DEMBELE

Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat-mali.org